



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

Provisoire

9298^e séance

Mercredi 29 mars 2023, à 10 h 10

New York

Président : M. Fernandes (Mozambique)

Membres :

Albanie	M. Hoxha
Brésil	M. de Almeida Filho
Chine	M. Dai Bing
Émirats arabes unis	M. Abushahab
Équateur	M. Montalvo Sosa
États-Unis d'Amérique	M. Wood
Fédération de Russie	M ^{me} Evstigneeva
France	M. de Rivière
Gabon	M. Biang
Ghana	M ^{me} Barnor
Japon	M. Ishikane
Malte	M. Camilleri
Suisse	M. Hauri
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Eckersley

Ordre du jour

La situation concernant la République démocratique du Congo

Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2023/208)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation concernant la République démocratique du Congo

Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2023/208)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Rwanda à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M^{me} Bintou Keita, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2023/208, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Keita.

M^{me} Keita : Je tiens en premier lieu à remercier les membres du Conseil de sécurité pour l'occasion de leur présenter le rapport du Secrétaire général sur la situation en République démocratique du Congo (S/2023/208). Je salue également la présence du Représentant permanent de la République démocratique du Congo, M. Georges Nzongola-Ntalaja, ainsi que du Représentant permanent de la République du Rwanda et du Représentant permanent de la République du Burundi.

Depuis ma dernière intervention devant le Conseil (S/PV.9215), la situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo s'est à nouveau considérablement dégradée. L'intensification du conflit avec le Mouvement du 23 mars (M23) et l'activisme persistant d'autres groupes armés, notamment

les Forces démocratiques alliées (ADF), le groupe Zaïre et la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO), pour ne citer qu'eux, continuent d'infliger des souffrances intolérables aux populations civiles et de dégrader une situation humanitaire de plus en plus dramatique. Au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri, des centaines de milliers de personnes ont fui les exactions des groupes armés et les affrontements entre le M23 et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), mais aussi entre la CODECO et le groupe Zaïre. Au Nord-Kivu en particulier, les affrontements entre le M23 et les FARDC ont forcé 900 000 personnes à se déplacer. Les besoins humanitaires, déjà immenses en République démocratique du Congo, continuent d'augmenter. Cette crise humanitaire reste l'une des plus négligées au monde.

Les populations déplacées, auprès desquelles je me suis rendue, vivent dans des conditions extrêmement précaires. Je saisis cette occasion pour plaider également pour la mobilisation des ressources nécessaires pour la mise en œuvre du plan de réponse humanitaire 2023, porté à hauteur de 2,25 milliards de dollars. Je condamne les entraves persistantes à l'accès humanitaire, notamment l'attaque d'un hélicoptère du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies en février, qui a contraint le Programme alimentaire mondial à temporairement suspendre ses vols dans les zones de conflit. J'appelle toutes les parties au conflit à respecter le droit international humanitaire et à faciliter l'accès humanitaire aux personnes vulnérables, où qu'elles se trouvent. Parmi ces déplacés, je souhaite insister sur la situation particulièrement précaire des femmes. Pour leur assurer une protection adaptée, il est impératif de financer le plan d'action national de prévention de l'exploitation et des abus sexuels 2023. Plus de 2 millions de dollars sont nécessaires pour soutenir ses activités, notamment dans les zones touchées par la crise du M23. Parmi les initiatives en cours, je salue la création d'un fond de soutien aux victimes et l'assistance psychologique aux femmes mise en place par l'Organisation mondiale de la Santé.

(l'oratrice poursuit en anglais)

Face à ces immenses problèmes humanitaires et de sécurité, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) œuvre sans relâche dans des environnements hostiles pour s'acquitter de son mandat. Nous nous employons tout particulièrement à aider le Gouvernement de la République démocratique du Congo

à s'acquitter de sa responsabilité fondamentale concernant la protection des civils, ainsi que le désarmement et la démobilisation des groupes armés et la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité.

En ce qui concerne la protection des civils, la MONUSCO continue d'œuvrer fermement aux côtés des FARDC à la réalisation de sa principale priorité stratégique, à savoir la protection des civils, grâce à un large éventail d'actions, notamment des patrouilles conjointes, un appui-feu, l'échange d'information, la collecte de renseignements et un appui logistique. Notre force a adopté une position souple, permettant un redéploiement rapide des contingents en réponse aux alertes précoces et aux flambées de violence.

En Ituri, les groupes armés de la CODECO, des ADF et de Zaïre tirent parti de la réorientation des activités des FARDC vers les territoires de Masisi et de Rutshuru pour lutter contre le M23. La MONUSCO a déployé des unités de combat statiques à Kambala et à Bokuku pour faire face à l'insécurité grandissante dans le territoire de Djugu, faciliter les mouvements des personnes déplacées et sécuriser les couloirs humanitaires. Je demande instamment au Gouvernement de la République démocratique du Congo de renforcer ses déploiements de militaires et de policiers en Ituri et de poursuivre ses efforts pour faire face à la grave menace que les groupes armés opérant dans la province font peser sur les civils.

Par ailleurs, la Mission a réagi rapidement aux attaques terroristes à l'engin explosif improvisé commises par les ADF dans le territoire de Beni en fournissant un appui au déminage et en procédant à l'évacuation médicale des civils blessés. Au Sud-Kivu, la Mission a fourni une protection spécifique aux populations déplacées à Bijombo et à Mikenge. Je voudrais souligner que l'efficacité de la protection assurée par la MONUSCO est largement tributaire d'une collaboration étroite et transparente avec les FARDC et les forces étrangères qui sont déployées en République démocratique du Congo, soit bilatéralement, soit dans le cadre de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), afin de garantir une planification et une coordination optimales, une sécurité mutuelle et la protection des droits de l'homme. L'année 2022 a été l'une des plus meurtrières jamais enregistrées pour les soldats de la paix de la MONUSCO. La Mission opère dans un environnement de plus en plus complexe, instable et dangereux. Beaucoup trop de soldats de la paix des Nations Unies paient le prix ultime. Je tiens à rendre

hommage aux sacrifices consentis par nos forces et à exprimer une nouvelle fois mes condoléances suite au décès d'un Casque bleu sud-africain lors de l'attaque d'un hélicoptère de la MONUSCO survenu près de Goma, en février.

À elles seules, les opérations militaires ne suffiront pas à ramener la stabilité dans l'est du Congo. Je salue les initiatives régionales en cours, telles que la troisième phase des consultations du processus de Nairobi, les mini-sommets du processus de Luanda et l'organisation successive des réunions au sommet de la Communauté d'Afrique de l'Est et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Menés sous l'égide des organismes régionaux, les processus de paix de Nairobi et de Luanda sont conçus pour encourager les efforts visant à trouver des solutions durables au conflit dans l'est de la République démocratique du Congo. J'invite le Conseil à peser de tout son poids dans le cadre de ces efforts en encourageant les parties à respecter leurs engagements et en veillant à ce que les acteurs récalcitrants soient tenus de rendre des comptes. Je félicite l'ancien Président Kenyatta d'avoir, en sa qualité de facilitateur, lancé les préparatifs de la quatrième phase du processus de Nairobi, et le Président angolais Lourenço, en tant que Président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et mandaté par l'Union africaine, d'avoir décidé de déployer un contingent angolais pour soutenir le mécanisme de vérification ad hoc et le cantonnement du M23.

Demain, 30 mars, est le dernier jour accordé au M23 par les initiatives régionales pour se retirer des environs du mont Sabyinyo, à la frontière avec l'Ouganda et le Rwanda. Les FARDC et l'armée angolaise ont repéré ensemble des emplacements pour leur cantonnement. Le M23 s'est retiré de certaines de ses positions, mais il contrôle toujours de larges parties des territoires de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo, en violation du communiqué de Luanda. Je lui demande à nouveau de respecter pleinement le communiqué de Luanda. Tous les acteurs de la région doivent respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République démocratique du Congo. Tandis que l'insécurité gagne du terrain, les tensions entre la République démocratique du Congo et le Rwanda ne cessent de croître, entraînant plusieurs incidents transfrontaliers. Ces affrontements posent un risque sérieux d'escalade dans la région.

(l'oratrice reprend en français)

Dans ce contexte d'insécurité et de crise humanitaire, la République démocratique du Congo prépare

les élections générales prévues pour le 20 décembre. Je salue l'engagement des autorités congolaises et de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour leur détermination à tenir les délais face aux défis logistiques, mais surtout face à l'insécurité. Dans l'est du Congo, les violences, les affrontements, les déplacements de population et les zones sous contrôle du M23 constituent de sérieux obstacles au travail d'enregistrement des électeurs. Dans l'ouest, les violences intercommunautaires dans la province du Mai-Ndombe qui n'ont toujours pas cessé, font aussi obstacle au processus. À la lumière de ces défis et conformément à son mandat, la MONUSCO, en partenariat avec les agences onusiennes, soutient le processus électoral et a répondu présent en transportant 126 tonnes de matériel électoral pour la CENI au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri. La MONUSCO soutient également l'inclusivité et la bonne conduite du processus électoral via des engagements avec les futures candidates et la société civile.

Je salue les efforts de la CENI qui tente de faire face aux défis opérationnels de l'enregistrement à travers l'extension des périodes d'inscription, la prise de sanctions contre les malversations de ses agents, et la dénonciation des discours de haine. Le processus électoral reste cependant marqué par un manque inquiétant de confiance entre les principales parties prenantes de la société civile et de l'opposition, et a même suscité l'appel au boycott de l'enregistrement des électeurs d'une partie de l'opposition. Je réitère mon appel à l'adresse de toutes les parties prenantes congolaises pour qu'elles travaillent ensemble en vue d'assurer un processus électoral apaisé, transparent, crédible et inclusif dans le strict respect de la Constitution et de la loi électorale. Je renouvelle la disponibilité de la Mission, à travers son mandat de bons offices, à les accompagner en ce sens.

(l'oratrice poursuit en anglais)

Le 24 mars, le Président Tshisekedi Tshilombo a remanié son gouvernement. Je souhaite à sa nouvelle administration de réussir à mettre en œuvre son programme. Outre le concours qu'elle apporte à la protection des civils, la MONUSCO reste déterminée à soutenir les efforts du Gouvernement en matière de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) et de réforme du secteur de la sécurité. Le Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation est l'initiative phare en matière de DDR en République démocratique du Congo et la MONUSCO a pour mandat de l'appuyer en priorité. Tandis que la Mission aide à élaborer des

mécanismes de filtrage et de vérification des antécédents des ex-combattants, j'encourage le Gouvernement de la République démocratique du Congo à rester ferme sur l'interdiction d'amnistier et de réintégrer dans l'armée les personnes responsables de violations graves des droits humains. Cela sera essentiel pour rétablir la confiance entre les populations et les institutions de l'État. Une plus grande complémentarité doit être encouragée entre le Programme et le processus national de justice transitionnelle, sur lequel des consultations nationales sont en cours.

De même, le Programme de démobilisation, de désarmement, de relèvement communautaire et de stabilisation ne peut réussir sans une réforme du secteur de la sécurité. Je demande instamment au nouveau Gouvernement d'investir dans la mise en place de ces processus, sans lesquels il ne peut y avoir de progrès dans la stabilisation de l'est du Congo. Une réforme réussie du secteur de la sécurité est également nécessaire pour permettre la stratégie de sortie de la MONUSCO et la transition vers un nouveau partenariat avec l'ONU. Elle permettra le déploiement des forces de sécurité et des ressources financières requises pour rétablir l'autorité de l'État et mettre en œuvre rapidement les programmes de développement, ainsi que pour veiller au respect des droits humains et promouvoir la réconciliation des communautés. Le départ de la Mission du Tanganyika montre ce qu'il est possible de réaliser avec la volonté nécessaire. La MONUSCO a soutenu le déploiement de 174 policiers pour faciliter le transfert du camp de Bendera à la Police nationale congolaise en février. Toutefois, il faut renforcer la présence des forces de sécurité congolaises pour éviter les lacunes en matière de protection. Même si les organismes des Nations Unies mobilisent des ressources pour consolider la paix au moyen de projets conjoints, les efforts de développement et de réconciliation menés par le Gouvernement restent indispensables pour pérenniser la paix et la stabilité.

(l'oratrice reprend en français)

Pour conclure, je tiens à remercier le Conseil pour son soutien continu à la République démocratique du Congo et pour sa visite du 9 au 13 mars, marquant la solidarité et la mobilisation onusiennes face aux défis sécuritaires, électoraux et structurels de ce pays. Je note qu'elle fut rapidement suivie d'une visite du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, témoignant de la solidarité et de l'engagement de la région. Je salue également la visite du Pape à Kinshasa, du 31 janvier

au 3 février, porteuse de messages de paix et de réconciliation en ces heures difficiles pour le pays.

Enfin, mes remerciements vont à nouveau à tous les pays fournisseurs de contingents et d'unités de police et à leurs personnels, et aux personnels civils nationaux et internationaux de la Mission. Je salue leurs efforts continus en soutien aux autorités nationales et provinciales, aux forces de défense et de sécurité, pour la mise en œuvre de notre mandat dans un contexte particulièrement difficile.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Keita de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. de Rivière (France) : Je remercie la Représentante spéciale pour sa présentation, et je reviendrai sur trois points.

Premièrement, les efforts doivent converger pour garantir l'intégrité et la souveraineté de la République démocratique du Congo. Depuis plus d'un an, les actions du Mouvement du 23 mars (M23), groupe armé sanctionné par le Conseil de sécurité et par l'Union européenne, déstabilisent l'est de la République démocratique du Congo. Ces derniers jours, le M23 s'est retiré de certaines positions, notamment autour de Sake. Ces premiers désengagements doivent se poursuivre, conformément au processus de Luanda approuvé par l'Union africaine. La séquence agréée par tous, et rappelée par le Président Macron lors de son déplacement à Kinshasa le 4 mars dernier, doit aboutir : respect du cessez-le-feu, vérification sous supervision angolaise, cantonnement du M23, processus de désengagement, désarmement et réinsertion, déploiement de forces régionales. Tout soutien extérieur au M23 et aux autres groupes armés actifs sur le territoire congolais doit cesser immédiatement.

Les processus de Luanda et de Nairobi doivent se renforcer mutuellement. La France salue les efforts de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est, dont le déploiement doit se poursuivre dans les zones libérées par le M23. La France salue également l'envoi prochain d'un contingent angolais pour sécuriser les zones de cantonnement du M23 et protéger le mécanisme ad hoc de vérification. Elle condamne par ailleurs les attaques menées par les groupes armés des Forces démocratiques alliées (ADF) et de la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO), ainsi que les

activités continues des Forces démocratiques de libération du Rwanda. Tous les combattants doivent désarmer.

L'ensemble des acteurs sur le terrain, et c'est mon second point, doivent unir leurs efforts pour protéger les civils et les personnes les plus vulnérables. La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et les forces armées congolaises doivent œuvrer conjointement pour protéger les civils, de manière cohérente et coordonnée avec les forces régionales. La France appelle le Secrétaire général et les États Membres à mettre à disposition de la MONUSCO les moyens nécessaires à la mise en œuvre de son mandat. Elle doit également être en mesure de soutenir le déploiement de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est. Le soutien aux autorités congolaises doit se poursuivre, afin qu'elles puissent assumer leur responsabilité première de protection des civils. Ce même esprit de partenariat doit prévaloir dans la réponse humanitaire. Le Conseil de sécurité a noté la mobilisation remarquable des acteurs, notamment ceux des Nations Unies, lors de sa visite au camp de Bushagara. Davantage de sites doivent être mis à disposition par les autorités congolaises pour accueillir les réfugiés et les personnes déplacées. La France est mobilisée face à l'urgence humanitaire autour de Goma. Elle apportera une aide de 34 millions d'euros pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables. Dans le cadre du pont humanitaire aérien de l'Union européenne, trois vols ont permis d'acheminer 100 tonnes de fret, comprenant des abris d'urgence, des kits d'hygiène et des médicaments. L'Union européenne apportera une aide humanitaire de 50 millions d'euros à la République démocratique du Congo en 2023.

Troisièmement, les avancées doivent se poursuivre en matière de justice et pour préparer les élections prévues au mois de décembre prochain. Des avancées ont eu lieu en matière de lutte contre l'impunité. Je pense notamment à la loi promulguée en décembre dernier pour la protection et la réparation des victimes de violences sexuelles. Les efforts doivent aussi se poursuivre en termes de justice transitionnelle, pour assurer la protection des droits de l'homme, et pour lutter contre les discours de haine et les incitations à la violence.

Enfin, la France réaffirme son soutien au Gouvernement congolais dans l'organisation d'élections transparentes, libres et inclusives, dans les délais prévus par la Constitution. Des efforts majeurs ont été déployés pour initier l'enregistrement des électeurs. La

MONUSCO apporte son appui logistique. L'Organisation internationale de la Francophonie est aussi mobilisée, à la demande de la Commission électorale nationale indépendante, pour accompagner les institutions et la société civile impliquées dans le cycle électoral. Les conditions doivent être réunies pour la bonne tenue des élections sur l'ensemble du territoire congolais. La République démocratique du Congo ne doit pas être un butin de guerre. Un chemin vers la paix est possible si chacun se montre à la hauteur de ses responsabilités.

M. Eckersley (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale de son exposé très utile, ainsi que de tout le soutien qu'elle et son équipe ont apporté au Conseil de sécurité lors de notre récente visite en République démocratique du Congo, au cours de laquelle nous avons pu constater par nous-mêmes la gravité de la crise de sécurité qui sévit dans l'est du pays, mais aussi le contexte extrêmement difficile dans lequel opère la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Nous avons également été témoins de certaines des conséquences tragiques sur le plan humain. Le Royaume-Uni demeure vivement préoccupé par l'intensification de la violence et la détérioration de la situation humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo. Nous condamnons fermement la progression continue du Mouvement du 23 mars (M23), un groupe armé illégal qui fait l'objet de sanctions de l'ONU, dans la province du Nord-Kivu. La reprise des violences a causé d'importantes souffrances humaines et entraîné le déplacement de plus de 800 000 personnes depuis mars 2022. Nous condamnons fermement les violences commises par tous les autres groupes armés. Tout soutien aux groupes armés doit cesser, y compris le soutien extérieur dont bénéficie le M23, et nous appelons toutes les parties à user de toute leur influence pour désamorcer la situation.

Nous nous félicitons des signes du retrait du M23 et du transfert de certains sites à la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est, mais tout retrait doit s'effectuer intégralement et conformément au processus convenu sur la base de la feuille de route de Luanda. Le moment est venu, comme nous l'a dit la Représentante spéciale. Nous réaffirmons notre plein appui aux efforts diplomatiques régionaux, y compris les processus de Nairobi et de Luanda. Le Royaume-Uni exhorte toutes les parties à honorer les engagements pris dans le cadre de ces processus, notamment en ce qui concerne le retrait du M23, la fin de tout soutien aux groupes armés et la cessation des discours incendiaires

attisant la haine. Les forces régionales et bilatérales déployées en République démocratique du Congo – y compris la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est, les Forces de défense populaires de l'Ouganda, la Force de défense nationale du Burundi et le contingent angolais dont le déploiement a récemment été annoncé – doivent collaborer étroitement entre elles et avec la MONUSCO en ce qui concerne la déconfliction de leurs opérations. Cette démarche est essentielle pour garantir la protection des civils, la sûreté et la sécurité des Casques bleus, ainsi que la mise en œuvre efficace du mandat de la MONUSCO.

Le Royaume-Uni appuie pleinement la MONUSCO, y compris le rôle vital qu'elle joue pour protéger les civils et faciliter la fourniture de l'aide humanitaire. Nous félicitons la Mission et la Représentante spéciale des efforts qu'elles déploient dans des conditions difficiles, mais la MONUSCO ne peut pas remédier seule à cette crise. Il est indispensable que le Gouvernement de la République démocratique du Congo coopère véritablement avec la MONUSCO pour que la Mission puisse s'acquitter de son mandat, en particulier en ce qui concerne la protection des civils. Nous encourageons le Gouvernement à engager un dialogue sérieux avec la MONUSCO afin de déterminer clairement comment nous pourrions parvenir à une reconfiguration responsable, et selon certaines conditions, de la présence de l'ONU en République démocratique du Congo. Nous attendons avec intérêt de recevoir des propositions à ce sujet en juillet. Le Gouvernement doit également collaborer avec la MONUSCO en ce qui concerne des piliers essentiels du processus de paix, comme le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration et la réforme du secteur de la sécurité.

Nous devons faire preuve d'unité en tant que Conseil pour envoyer un message très simple. La violence doit cesser pour que le dialogue ait une chance d'aboutir. C'est la seule façon d'instaurer la confiance et de parvenir à un règlement durable de la crise dans l'est de la République démocratique du Congo.

M. Montalvo Sosa (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je tiens à remercier M^{me} Bintou Keita, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), et je salue la participation à la présente séance des Représentants permanents de la République démocratique du Congo, du Burundi et du Rwanda.

Je saisis cette occasion pour remercier les Représentants permanents de la France et du Gabon pour le rôle moteur qu'ils ont joué dans l'organisation de la mission du Conseil de sécurité à Kinshasa et à Goma, en République démocratique du Congo, du 9 au 12 mars. Cette visite a reflété la volonté du Conseil de sécurité de continuer à unir ses efforts afin de relever les défis que pose la situation en République démocratique du Congo. Pour l'Équateur, cela a également été une occasion précieuse et unique d'examiner de près, de manière objective et transparente, certains des besoins, des problèmes et des perspectives en République démocratique du Congo. Nous sommes reconnaissants aux autorités nationales, à la société civile et aux membres de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) de nous avoir donné accès à des informations qui nous permettent aujourd'hui de mieux comprendre une grande partie de ce que nous lisons habituellement dans les rapports communiqués au Conseil.

Nous saluons le travail accompli par la Commission électorale nationale indépendante durant la phase d'inscription des électeurs pour les élections de 2023. Les efforts déployés pour accroître la participation des femmes sont encourageants et nous recommandons de renforcer ce type d'initiatives à la lumière du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous sommes préoccupés par les conséquences de la détérioration des conditions de sécurité sur la population et le fait que cela pourrait mettre en péril les prochaines élections. Nous appelons donc une fois de plus tous les acteurs concernés à continuer de s'employer à organiser des élections libres, transparentes et inclusives, seul moyen de mener à bien la transition vers un processus de paix durable.

L'Équateur condamne les attaques menées par divers groupes armés, tels que les Forces démocratiques alliées, la Coopérative pour le développement du Congo, le Mouvement du 23 mars, les Maï-Maï et d'autres, contre la population civile et salue le travail considérable qu'accomplit la MONUSCO pour assurer un suivi et signaler ces attaques dans les principales zones d'opérations de la Mission, dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. L'Équateur estime qu'il est indispensable de doter la Mission des ressources nécessaires pour mener à bien cette tâche afin de garantir l'accès humanitaire et la fourniture d'une aide en matière de protection des civils. M^{me} Keita nous a présenté ce matin un rapport complet à ce sujet, et le Conseil doit prêter la plus grande attention à chacune des questions que M^{me} Keita a soulignées. Cet organe ne peut pas non

plus rester indifférent face à la violence qui sévit en République démocratique du Congo. Les niveaux élevés de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits, avec 844 cas signalés, dont au moins 628 correspondent à des exécutions sommaires et extrajudiciaires, y compris de 11 femmes et 52 enfants, témoignent de la situation d'urgence dans le pays.

Enfin, le Conseil ne peut pas non plus ignorer, comme cela a été constaté pendant la visite en République démocratique du Congo, que j'ai mentionnée au début de ma déclaration, que certains facteurs en provenance du Rwanda pourraient exacerber les tensions. C'est pourquoi nous demandons instamment que tous les différends existants soient réglés par le dialogue et les mécanismes établis de règlement des conflits, comme par exemple l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région en ce qui concerne l'est du pays.

M. Abushahab (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à remercier la Représentante spéciale Keita de son exposé et à saluer la participation des Représentants permanents de la République démocratique du Congo, du Rwanda et du Burundi à la présente séance.

La visite du Conseil de sécurité en République démocratique du Congo a été l'occasion pour les Émirats arabes unis de renforcer leur engagement aux côtés de ce pays et de son peuple, de promouvoir le dialogue régional et la désescalade, et d'appuyer les efforts de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) en cette période critique. Les Émirats arabes unis saluent le travail important que M^{me} Keita et d'autres membres du personnel des Nations Unies ont entrepris sur le terrain en République démocratique du Congo. Nous remercions également le Gouvernement de la République démocratique du Congo et le Secrétariat d'avoir assuré le succès de cette visite, ainsi que la France et le Gabon d'avoir dirigé conjointement la mission.

La visite du Conseil nous a permis d'observer par nous-mêmes le travail qu'accomplissent les soldats de la paix de la MONUSCO, qui s'acquittent de tâches difficiles mais nécessaires dans un environnement complexe et souvent dangereux. La situation actuelle est très préoccupante et l'insécurité dans l'est de la République démocratique du Congo continue de s'aggraver. Les groupes armés commettent des attaques incessantes contre les civils et ont forcé des centaines de milliers de personnes à se déplacer. Le Mouvement du 23 mars

(M23) et d'autres groupes armés représentent une grave menace pour le pays ainsi que pour la paix et la sécurité dans l'ensemble de la région. Nous condamnons également les violations du cessez-le-feu par le M23. Tous les groupes armés, y compris le M23, doivent cesser immédiatement les hostilités et déposer les armes sans aucune condition.

La période est cruciale pour la République démocratique du Congo, et le Conseil doit mettre l'accent sur la sûreté et la sécurité des civils, en particulier des femmes et des enfants. La visite du Conseil a fermement consolidé la conviction de mon pays que notre approche doit s'attaquer simultanément aux causes et aux symptômes de l'insécurité, tout en accordant la priorité à la protection des civils. À la suite de notre visite en République démocratique du Congo, je souhaite mettre l'accent sur trois points essentiels.

Premièrement, le dialogue régional est essentiel pour répondre aux aspirations du peuple congolais à la paix et à la prospérité. Nous saluons les efforts que déploient les dirigeants régionaux dans le cadre des processus de Nairobi et de Luanda et ceux qu'ils consacrent à harmoniser ces initiatives de rétablissement de la paix. Les Émirats arabes unis appuient les efforts régionaux qui promeuvent le dialogue politique et font progresser la sécurité et la stabilité, tels que le déploiement de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est. Pour que ces efforts portent leurs fruits, l'apaisement des tensions est plus important que jamais. À cette fin, nous nous joignons à l'appel à la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba par ses États signataires, lancé par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine dans son communiqué du 17 février.

Deuxièmement, il faut privilégier les efforts de protection afin d'assurer la stabilité à long terme. L'action de la MONUSCO est vitale pour protéger les femmes et les filles ainsi que les communautés locales contre les violences sexuelles et fondées sur le genre. La participation des femmes aux efforts de paix est un moteur essentiel de la stabilité à long terme. Ce n'est que lorsque les femmes sont protégées contre la violence qu'elles peuvent participer pleinement, sur un pied d'égalité et de manière significative aux initiatives de gestion des conflits et de consolidation de la paix, et nous encourageons la MONUSCO à déployer des efforts supplémentaires à cette fin.

Troisièmement, nous sommes préoccupés par la propagation continue des discours de haine, de la désinformation et de la mésinformation à l'encontre de

la MONUSCO et de l'ONU en général. Nous appelons de nouveau la MONUSCO à renforcer sa mobilisation contre les discours de haine et la désinformation. Le Conseil de sécurité peut et doit appuyer ces efforts.

Par ailleurs, le programme de désarmement, démobilisation, réintégration et stabilisation doit être pleinement mis en œuvre, au même titre que les autres projets visant à réformer le secteur de la sécurité. Les efforts infructueux ne font qu'exacerber le conflit, et des politiques de réintégration efficaces peuvent inciter les membres des groupes armés à déposer les armes et à réintégrer la vie civile. À cet égard, la MONUSCO joue un rôle crucial, en particulier en collaborant avec toutes les parties prenantes pour appuyer la cohésion sociale et la résilience des communautés. À l'approche des élections, les groupes armés doivent cesser les hostilités et renoncer à la violence. Nous devons continuer à promouvoir des conditions propices à un environnement pacifique et contribuer à la tenue d'élections crédibles au cours desquelles tous les Congolais pourront faire entendre leur voix.

Enfin, je souhaite évoquer la situation humanitaire épouvantable qui règne dans l'est du pays. La visite du Conseil dans le camp de personnes déplacées de Busangara, près de Goma, nous a rappelé la situation extrêmement difficile dans laquelle se trouvent des millions de personnes qui ont été déplacées de leurs maisons et de leurs communautés. Elle a par ailleurs clairement montré les conséquences qui se manifestent lorsque le droit international humanitaire n'est pas respecté. Il est impératif que tous les acteurs armés respectent leurs obligations et s'abstiennent de prendre pour cible des civils ou des biens de caractère civil. De même, l'acheminement de l'aide est tributaire de la sécurité et de la protection des travailleurs humanitaires. Nous devons tous nous engager de nouveau à répondre aux besoins humanitaires urgents des personnes déplacées et veiller à ce qu'elles aient accès aux services de base.

De l'avis des Émirats arabes unis, la visite du Conseil de sécurité en République démocratique du Congo a mis en évidence le chemin qui reste à faire pour consolider la paix dans le pays ainsi que la nécessité d'une mobilisation et d'une coopération accrues entre les principales parties prenantes pour atteindre cet objectif. Le Conseil doit continuer à collaborer avec tous les partenaires pour promouvoir les efforts visant à instaurer la stabilité en République démocratique du Congo et dans l'ensemble de la région.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Keita, de son exposé aujourd'hui. Je la remercie également d'avoir accueilli le Conseil de sécurité lors de la visite qu'il a effectuée en République démocratique du Congo ce mois-ci. Cette visite nous a non seulement donné de précieuses informations sur le travail important de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), mais elle nous a aussi permis de mieux comprendre combien est inquiétante la détérioration de la situation humanitaire et des conditions de sécurité dans l'est du pays.

Les États-Unis se félicitent de l'initiative et de l'engagement des partenaires régionaux, en particulier ceux qui participent au processus de Nairobi dirigé par la Communauté d'Afrique de l'Est et au processus de Luanda, et saluent les modestes progrès accomplis à ce jour dans la mise en œuvre des engagements convenus dans les communiqués précédents. Les États-Unis appellent toutes les parties à agir rapidement pour honorer pleinement ces engagements.

Les États-Unis engagent de nouveau le Rwanda à cesser d'apporter son appui au Mouvement du 23 mars (M23), qui fait l'objet de sanctions imposées par l'ONU, et exhortent les membres du Conseil à prendre en considération la façon dont ce type d'appui porte atteinte aux régimes de sanctions en vigueur. Nous rappelons à tous l'importance de l'intégrité territoriale des États, qui est l'un des principes fondateurs de la Charte des Nations Unies, et que le Conseil de sécurité s'emploie résolument à protéger. Cela ne veut pas dire que le Rwanda est le seul responsable du conflit. Les actions du M23 et du Rwanda ont aggravé une situation humanitaire et en matière de sécurité déjà préoccupante.

Les États-Unis sont depuis longtemps préoccupés par la collaboration entre les Forces armées de la République démocratique du Congo et les groupes armés dans l'est du pays, en particulier les Forces démocratiques de libération du Rwanda. Comme nous l'avons déjà fait à plusieurs reprises, nous demandons une nouvelle fois au Gouvernement de la République démocratique du Congo de professionnaliser pleinement ses forces de sécurité et de mettre immédiatement fin à sa coopération avec les groupes armés.

Il est désormais très clair que le niveau de désinformation et de discours haineux à l'égard du Rwanda, des groupes minoritaires et de la MONUSCO met de plus en plus en danger les civils et les soldats de la

paix. Lors de mon séjour à Kinshasa, j'ai demandé aux responsables du Gouvernement de la République démocratique du Congo de dénoncer les discours de haine, de poursuivre les individus responsables d'incitation à la violence et de corriger les déclarations préjudiciables. Je réitère ces messages aujourd'hui. Nous restons également profondément troublés par le nombre croissant d'attaques menées contre des civils par Daech en République démocratique du Congo, également connu sous le nom de Forces démocratiques alliées, et la Coopérative pour le développement du Congo. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo et ses partenaires régionaux et internationaux ne peuvent pas négliger cette violence persistante.

Dans cet environnement très difficile, la MONUSCO s'efforce de remplir son mandat, notamment en fournissant un soutien logistique limité à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de la République démocratique du Congo, comme cela lui a été officiellement demandé. J'ai appris avec satisfaction que la CENI travaille en étroite coordination avec la MONUSCO. Ce partenariat contribuera à la mise en place d'un processus complet et rapide d'inscription sur les listes électorales en vue des élections prévues cette année. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo doit garantir la tenue d'élections libres et régulières dans le respect des délais constitutionnels.

La MONUSCO et la République démocratique du Congo continuent également de travailler ensemble sur le plan de transition de la Mission, fondé sur des objectifs de référence. Je rappelle aux autorités de la République démocratique du Congo qu'il leur incombe de travailler en étroite collaboration avec les responsables des Nations Unies pour atteindre ces objectifs, afin que la MONUSCO puisse se retirer en toute sécurité et de manière responsable au moment opportun. La République démocratique du Congo et l'équipe de pays des Nations Unies doivent œuvrer de concert pour que les fonctions essentielles, notamment la promotion des droits de l'homme et l'application du principe de responsabilité, soient maintenues avant, pendant et, surtout, après cette transition.

De même, nous rappelons au Gouvernement de la République démocratique du Congo que le Conseil de sécurité l'a prié de lui présenter un rapport confidentiel faisant état des mesures qu'il aura prises pour la gestion des armes et des munitions à la suite de l'allègement des sanctions par le Conseil en décembre dernier. Ce rapport fournira de précieuses informations sur les capacités

du Gouvernement et permettra à la communauté internationale de contribuer à la prévention du trafic et du détournement des armes de petit calibre.

Les États-Unis offrent leur plein appui à la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Keita, et à son équipe, qui s'acquittent de leur mandat dans des circonstances de plus en plus difficiles. La MONUSCO ne règlera pas le conflit à elle seule, et personne ne doit s'attendre à ce qu'elle le fasse. Mais avec l'appui des processus de Nairobi et de Luanda et en coordination avec eux, la MONUSCO peut jouer un rôle important aux côtés de la République démocratique du Congo, du Rwanda, des États voisins et de l'ONU. Je remercie M^{me} Keita de son engagement en faveur de la paix en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs.

M. Biang (Gabon) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Ghana, le Mozambique et mon pays, le Gabon. Je saisis cette occasion pour saluer le travail remarquable de M^{me} Bintou Keita, Représentante spéciale du Secrétaire général, dont le Conseil a été le témoin direct lors de sa récente mission en République démocratique du Congo. Son exposé exhaustif nous fournit des éléments complémentaires, qui permettent une meilleure appréciation des activités de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et de la situation en République démocratique du Congo. Je salue également la présence des Représentants permanents de la République démocratique du Congo, de la République du Rwanda et de la République du Burundi à la présente séance. Notre intervention portera sur quatre points, notamment sécuritaire, politique, économique et humanitaire.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité sont particulièrement préoccupés par la détérioration de la situation sécuritaire, notamment dans les provinces de l'Ituri et du Kivu, en raison de la récurrence des attaques des groupes armés. L'est de la République démocratique du Congo est constamment confronté à une spirale de massacres et de violences inouïes, visant indistinctement les enfants et les femmes. Ces violences, perpétrées principalement par les groupes armés du Mouvement du 23 mars (M23), des Forces démocratiques alliées (ADF), de la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO) et d'autres groupes rebelles, ont instauré un climat de terreur au sein de la population.

Depuis plus de 25 ans, la République démocratique du Congo suffoque sous le joug de groupes armés locaux et étrangers, avec plus de 10 millions de morts. Des jeunes Congolais sont sacrifiés, déscolarisés et enrôlés de force dans des groupes armés, tandis que les femmes sont régulièrement victimes de violences sexuelles. Les pillages et exactions de masse à Kishishe en novembre 2022, et, plus récemment, à Beni le 9 mars dernier, la prise d'otage et le massacre d'une dizaine de personnes le 26 mars près de Bunia, sont la parfaite illustration de l'ignominie des groupes armés qui sévissent en République démocratique du Congo. La population des provinces de l'est de la République démocratique du Congo, soumise à un cycle continu de barbaries, semble se résigner à un destin obscur.

L'occupation d'une portion du territoire congolais par le M23 et le regain de la violence dans les régions occupées ont entraîné une mobilisation de l'essentiel des ressources des autorités congolaises et cristallisé les efforts des Forces armées de la République démocratique du Congo pour tenter d'endiguer les actions de ce groupe malveillant. La CODECO, les ADF et les autres groupes armés ont ainsi multiplié les attaques contre les civils, intensifié les pillages et amplifié les atrocités contre les populations en utilisant des engins explosifs de plus en plus sophistiqués.

Le Gabon, le Ghana et le Mozambique condamnent cette barbarie et exigent la cessation des exactions contre les populations civiles, le retrait de tous les groupes armés étrangers des zones occupées, l'adhésion des groupes locaux au processus de Nairobi et au Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation, et la cessation immédiate de tout soutien extérieur. L'autorité de l'État congolais doit être restaurée dans l'est du pays.

Nous encourageons la République démocratique du Congo à poursuivre ses efforts dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité. L'appui de la MONUSCO est à cet égard essentiel pour une meilleure protection des civils. Les trois membres africains du Conseil rappellent la nécessité de doter la Mission des moyens humains et matériels nécessaires pour la mise en œuvre de son mandat.

Il est également important que le mandat de la MONUSCO soit mieux appréhendé, aussi bien par la République démocratique du Congo que par les pays fournisseurs de contingents, en vue d'une coordination renforcée sur le terrain. Les trois membres africains du Conseil saluent à cet égard la contribution inestimable

apportée par la MONUSCO aux forces de défense congolaises. Nous reconnaissons son apport significatif, notamment dans la protection des civils et le respect des droits de l'homme.

Nous encourageons les efforts de coordination, de communication et de coopération entre les autorités congolaises et la MONUSCO. Nous dénonçons les campagnes de désinformation et de mésinformation dirigées notamment contre la MONUSCO et la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est. Nous saluons les mesures prises par la MONUSCO pour combattre ces fléaux, ainsi que l'appui actif de l'Organisation internationale de la Francophonie dans la mise en place de projets de partenariat entre les organisations de la société civile, sur les questions de vérification des faits notamment.

S'agissant de la transition de la MONUSCO, le Gabon, le Ghana et le Mozambique réitèrent l'impérieuse nécessité d'un retrait progressif et ordonné, en consultation avec les autorités congolaises. Les trois membres africains du Conseil se félicitent des progrès accomplis par le Gouvernement congolais dans la mise en œuvre des critères de référence définis dans le plan de transition conjoint.

Sur le plan régional, les processus de Nairobi et de Luanda sont des solutions politiques africaines de sortie de crise qui méritent d'être appuyées par toute la communauté internationale. Nous saluons la visite en République démocratique du Congo du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, à la suite de celle que vient d'effectuer le Conseil de sécurité de l'ONU, dont la restitution a été présentée ce matin.

Le Ghana, le Mozambique et le Gabon restent convaincus que la solution politique à la crise en République démocratique du Congo doit primer et s'appuyer sur les processus régionaux. C'est pourquoi les actions prioritaires contenues dans les Accords de Nairobi et de Luanda en vue de la cessation des hostilités et du retrait immédiat du M23 doivent être irrémédiablement appliquées.

Nous nous félicitons du déploiement de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est et de l'appui du Fonds de l'Union africaine pour la paix, et nous rendons hommage aux pays fournisseurs de contingents pour leur engagement en faveur de la promotion de la paix et de la sécurité régionales. Les trois membres africains du Conseil estiment qu'il existe encore une opportunité pour la paix et des relations

amicales entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, qui peuvent être facilitées par les initiatives régionales en cours soutenues par la communauté internationale. Nous saluons l'annonce du déploiement d'un contingent angolais dans le cadre du mécanisme de vérification et prenons note des préparatifs de la prochaine rencontre dans le cadre du processus de Nairobi. À cet égard, nous invitons les partenaires internationaux à soutenir les efforts de rétablissement de la paix en République démocratique du Congo en fournissant une expertise financière, technique et matérielle aux processus régionaux.

Sur le plan politique, les trois membres africains du Conseil notent avec satisfaction le lancement de la procédure d'inscription sur les listes électorales et l'annonce, le 13 mars dernier, de l'inscription de 70 % des électeurs attendus, dont au moins la moitié sont des femmes et des jeunes. Ce taux élevé d'inscrits démontre l'intérêt des populations congolaises pour le processus électoral. Nous invitons également les autorités congolaises à tout mettre en œuvre pour tenir des élections apaisées, inclusives et crédibles, conformément à la Constitution et à la législation du pays. Nous appelons tous les acteurs politiques congolais à participer à ces élections de bonne foi.

Aborder la crise sécuritaire en République démocratique du Congo nous amène à nous interroger sur le pillage des ressources naturelles du pays, qui est la principale source de déstabilisation et la cause des exactions contre la population. Les trois membres africains du Conseil soulignent l'intérêt de sanctionner tous les individus et toutes les entités impliqués dans le trafic des ressources, qui, par ce trafic, alimentent les réseaux de groupes armés et les tensions communautaires. La communauté internationale ne doit pas rester indifférente aux souffrances du peuple congolais ni aux larmes de détresse des femmes et des enfants de l'est de ce pays. Depuis plus de deux décennies, l'est de la République démocratique du Congo demeure la proie des pires atrocités. Il est temps de faire cesser cette situation humanitaire chaotique. Nous devons tous nous y engager.

Pour terminer, les trois membres africains du Conseil réitèrent leur soutien au Gouvernement et aux populations de la République démocratique du Congo, et à la MONUSCO. Nous réaffirmons également notre attachement au respect de l'intégrité territoriale, de l'intangibilité des frontières et de la souveraineté de la République démocratique du Congo.

M. de Almeida Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale Keita de son exposé éclairant. Je la remercie également de son soutien sans faille lors de la visite du Conseil de sécurité à Kinshasa et à Goma.

Je me félicite de la participation à la présente séance des délégations burundaise, congolaise et rwandaise.

C'est la première fois que le Conseil se réunit pour discuter de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) après notre visite dans le pays, où nous ne nous étions pas rendus depuis plus de quatre ans. Il était grand temps d'écouter les populations sur le terrain afin de mieux saisir l'ampleur de la crise à laquelle le pays est confronté. Je sais gré à la présidence mozambicaine et aux Représentants permanents de la France et du Gabon de ces initiatives fort opportunes.

Il est inutile de rappeler que la République démocratique du Congo est un pays vaste et varié. Il est inutile d'insister sur la distance qui sépare les rues animées de Kinshasa des montagnes et des lacs de l'est du pays. La réalité observée par la mission du Conseil sur l'ensemble du territoire est indirectement ou directement liée au conflit qui fait rage dans les provinces de l'est. Non seulement le conflit détruit des vies et des moyens de subsistance, mais il draine aussi des ressources qui pourraient être consacrées au développement et aux investissements sociaux. Il empêche surtout la République démocratique du Congo d'exploiter pleinement ses ressources humaines et naturelles.

Bien entendu, les conséquences sont plus marquées dans les provinces où opèrent des groupes armés illégaux, comme le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri. La mission du Conseil de sécurité a pu constater la détresse et le désespoir éprouvés par les milliers de personnes qui ont été déplacées en raison du Mouvement du 23 mars.

Le Brésil renouvelle l'appel lancé par le Conseil de sécurité à tous les groupes armés pour qu'ils déposent les armes et se dissolvent. De surcroît, tout soutien extérieur aux groupes armés illégaux en République démocratique du Congo doit cesser.

Il incombe au premier chef aux autorités congolaises de garantir la sécurité du territoire et de protéger la population. La communauté internationale peut néanmoins appuyer ces efforts, et c'est d'ailleurs ce qu'elle fait depuis des années. Au cours de notre visite

en République démocratique du Congo, nous avons pu observer les activités menées par la MONUSCO et les organismes des Nations Unies sur le terrain. Nous avons été témoins du dévouement et du professionnalisme de personnes originaires de pays et de milieux très différents qui travaillent dans des conditions difficiles.

Nous rappelons au pays hôte qu'il est de sa responsabilité de garantir un environnement sûr aux soldats de la paix. Nous demandons en particulier qu'il soit mis fin à la mésinformation et à la désinformation concernant la présence des Nations Unies, qui peuvent directement conduire à des actes de violence contre les Casques bleus et les Bérets bleus, ainsi qu'à des restrictions de leur liberté de circulation, sans laquelle il leur est impossible de remplir dûment leur mandat.

Il ne s'agit pas de rejeter d'emblée toute critique de l'ONU ou de la MONUSCO. Au contraire, si le Conseil de sécurité s'est déplacé en République démocratique du Congo, c'est précisément pour savoir ce qui peut être fait de plus pour le pays. Or, de ce que nous avons entendu et vu, il est clair que nous ne pouvons pas aborder la crise qui a cours dans l'est du pays en nous y prenant comme à l'accoutumée.

À cet égard, il me plaît d'annoncer que le nouveau commandant de la force de la MONUSCO, le général Otávio Rodrigues de Miranda Filho, a déjà pris ses fonctions. En même temps, nous prenons note de l'arrivée de nouveaux contingents de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est. Les efforts diplomatiques constants des voisins de la République démocratique du Congo dans le cadre des processus de Nairobi et de Luanda méritent tout l'appui de la communauté internationale.

Ces avancées ne doivent toutefois pas nous faire oublier la tendance inquiétante à la montée des tensions entre la République démocratique du Congo et le Rwanda. Nous exhortons les deux parties à s'abstenir de commettre des actes susceptibles d'exacerber les tensions et à s'engager dans un dialogue pacifique afin d'aplanir leurs divergences, notamment dans le cadre du processus de Luanda.

Après 30 ans de présence de l'Organisation, la transition de la MONUSCO ne peut pas être reportée indéfiniment. Cependant, elle ne peut pas non plus s'opérer à la hâte. S'il ne satisfaisait pas aux critères du plan de transition, le départ de la Mission compliquerait encore davantage la vie de la population dans l'est de la République démocratique du Congo. Je pense

en particulier aux critères prioritaires examinés par la Mission et les représentants du Gouvernement de la République démocratique du Congo dans le cadre du groupe de travail conjoint sur le plan de transition.

Alors que les préparatifs des élections à venir s'accélèrent, il faut impérativement répondre aux préoccupations des partis d'opposition conformément à la législation. Nous espérons que le scrutin aura lieu dans le calme et sans retard. Puisse ce vote marquer une nouvelle étape sur la voie d'un avenir plus stable et plus prospère pour le peuple de la République démocratique du Congo.

M. Ishikane (Japon) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général Keita de son exposé, et je me félicite de la participation des représentants de la République démocratique du Congo, du Rwanda et du Burundi à la présente séance.

L'instauration d'une paix et d'une stabilité durables dans l'est de la République démocratique du Congo est essentielle pour la prospérité de la région des Grands Lacs, et plus largement d'ailleurs pour tout le continent africain. Le récent déplacement du Conseil de sécurité dans le pays a été l'occasion de réaffirmer cette conviction. De longues réunions et la visite à Goma nous ont aidés à comprendre la situation sur le terrain. Nous sommes préoccupés par la poursuite des terribles violations des droits humains et atteintes à ces droits commises par de nombreux groupes armés, par les crises humanitaires qui en résultent et par les tensions régionales accrues. La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a un rôle capital à jouer pour atténuer la souffrance de la population et faciliter le processus de stabilisation, et le Japon salue son dévouement qui ne se dément pas en dépit des conditions précaires.

S'agissant des moyens de prolonger notre action en faveur de la paix durable dans la région, je mettrai l'accent sur les points ci-après concernant les priorités stratégiques de la MONUSCO à ce jour.

Premièrement, une cessation des hostilités et de toute progression du Mouvement du 23 mars (M23), ainsi que son retrait de l'ensemble des zones occupées, sont des conditions préalables pour poser les bases d'une stabilisation de la région. Toutes les parties extérieures doivent immédiatement arrêter d'appuyer le M23. Le Japon se félicite des initiatives régionales en cours telles que le processus de Nairobi, sous l'égide de

la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), et le processus de Luanda. La récente série d'accords demande une mise en œuvre sincère de la part de toutes les parties prenantes. La MONUSCO et la force régionale de la CAE doivent se coordonner étroitement et continuer de surveiller la mise en œuvre de ces accords.

Deuxièmement, il est crucial de renforcer l'état de droit. Écouter à Goma les terribles récits des déplacés fuyant les violations des droits humains et atteintes à ces droits, de la bouche même des intéressés, était tout simplement déchirant. Le camp officiel de réfugiés et de déplacés a depuis longtemps dépassé sa capacité d'accueil, et pourtant des personnes vulnérables continuent d'arriver. Elles devraient pouvoir s'installer dans de nouveaux camps sous les auspices du Gouvernement. Quoi qu'il advienne de la MONUSCO dans le futur, les forces de sécurité nationales sont responsables au premier chef de protéger les civils et d'assurer l'ordre social. La réforme du secteur de la sécurité doit progresser beaucoup plus rapidement, dans le respect du principe de l'appropriation nationale, tandis que la MONUSCO maintient une présence robuste sur le terrain.

Le Japon contribue depuis plus de 20 ans au renforcement des institutions dans ce secteur. Nos experts de l'Agence japonaise de coopération internationale travaillent côte-à-côte avec des officiers de police nationale à leur quartier général de Kinshasa. Notre objectif est de mettre en place et de développer des systèmes de police de proximité crédibles en aidant à la formation technique, au renforcement des infrastructures et à l'amélioration de la confiance auprès des populations locales.

Enfin, des mesures militaires ne sauraient à elles seules rompre le cycle de la violence. La lutte contre l'exploitation illégale des vastes ressources naturelles du pays est un autre grand défi. Nous devrions encourager plus avant la coopération régionale et internationale afin de promouvoir le commerce légitime et de resserrer les contrôles aux frontières pour faire échec au marché noir.

La facilitation d'élections libres et régulières représente également une étape cruciale sur la voie d'une paix durable. Le Japon encourage les autorités de la République démocratique du Congo à poursuivre leurs efforts dans le cadre du processus électoral en cours, et la MONUSCO à leur prêter le concours nécessaire.

Le Japon demeure attaché à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo, et nous continuerons de collaborer avec la

MONUSCO et tous les pays de la région en vue de parvenir à une paix et une stabilité durables.

M. Camilleri (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie moi aussi la Représentante spéciale du Secrétaire général Keita de son exposé détaillé de ce jour. Par ailleurs, je souhaite la bienvenue à la présente séance aux représentants de la République démocratique du Congo, du Rwanda et du Burundi.

La récente visite du Conseil de sécurité en République démocratique du Congo a constitué un signe tangible de notre engagement collectif en faveur de la paix et de la stabilité dans l'est du pays. Le projet de déclaration présidentielle sur lequel nous nous sommes accordés est un pas dans la bonne direction.

Le Conseil a écouté les autorités de la République démocratique du Congo, la population de l'est du pays, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et les partenaires régionaux, et il en ressort clairement que des problèmes demeurent. Des générations entières n'ont connu que conflit et violence. À l'instar du Secrétaire général, nous condamnons la violence perpétrée par les groupes armés contre les civils et nous les appelons à déposer les armes sans condition.

Nous exhortons toutes les parties au conflit à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire. En outre, nous condamnons toutes les attaques contre les contingents de la MONUSCO et adressons nos condoléances aux familles des victimes. Dans le même esprit, nous invitons instamment tous les acteurs étatiques à cesser de soutenir les groupes armés. Nous soulignons également que la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo doivent être respectées.

Le Mouvement du 23 mars (M23), les Forces démocratiques alliées, la Coopérative pour le développement du Congo et les autres groupes armés continuent de ravager une terre aux ressources abondantes qui devrait être une source de richesse pour son peuple. Il est primordial que des efforts soient faits pour régler le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo. Nous exhortons les autorités à continuer de lutter contre la corruption, de conduire une réforme globale du secteur de la sécurité et de tout mettre en œuvre pour protéger les civils.

Nous félicitons les forces armées congolaises d'avoir consenti à des évaluations de vérification de l'âge de plus de 7 000 candidats au recrutement. Le contrôle

de l'application des codes de conduite est crucial pour disposer d'un secteur de la sécurité professionnel et responsable. Nous saluons les vastes initiatives régionales en faveur de la paix et de la stabilité dans le pays. La coordination avec les acteurs régionaux reste fondamentale afin que tous les efforts déployés en ce sens se renforcent mutuellement. La participation pleine, égale et véritable des femmes doit aussi être encouragée à tous les niveaux. En outre, leur participation en sécurité comme électrices, candidates, observatrices et éducatrices civiles supposent un suivi, et les violations et représailles dont elles font l'objet doivent être signalées.

Malte condamne fermement les violences sexuelles et fondées sur le genre contre les femmes et les filles, notamment les enlèvements et les mariages forcés. Nous exhortons le Gouvernement à développer, rendre opérationnel et financer le fonds de réparation pour les personnes rescapées de violences sexuelles liées aux conflits. Par ailleurs, 30 % de la population a besoin d'une aide humanitaire et d'une protection. Nous sommes préoccupés par le fait que les offensives du M23 ont provoqué le déplacement de près de 800 000 personnes à Goma et dans ses environs depuis mars 2022. Grâce aux efforts considérables déployés par l'Union européenne, des ponts aériens permettent à présent de contribuer à l'amélioration de la situation, tandis que 47 millions d'euros de fonds supplémentaires mobilisés par l'Union européenne couvrent les besoins immédiats, notamment en matière de nutrition, de santé, d'eau, d'assainissement, d'abris et de protection.

Malte rend hommage à l'action essentielle menée par la MONUSCO, qui opère dans un environnement de plus en plus difficile. Dans le même temps, la Mission continue de protéger les civils et d'aider les autorités de la République démocratique du Congo sur de nombreux fronts. Il faut que la question de genre soit prise en compte de manière transversale dans tous les jalons prioritaires de la Mission. Nous soulignons également la nécessité de redoubler d'efforts pour lutter contre la désinformation dont fait l'objet la MONUSCO. Dans la perspective de la future reconfiguration de la Mission et pour en garantir le succès, les contingents doivent être convenablement équipés et prêts à intervenir avec un dispositif anticipatoire et mobile. Nous insistons également sur la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

Je conclus en soulignant que les élections prévues pour la fin de l'année sont cruciales et que ce processus doit nous inciter tous à nous mobiliser pour rompre

le cycle de la violence. Le peuple de la République démocratique du Congo mérite de vivre dans un environnement qui lui permette de réaliser ses aspirations.

M^{me} Evstigneeva (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général, Bintou Keita, de son exposé. Nous saluons également la participation des Représentants permanents de la République démocratique du Congo, du Rwanda et du Burundi à la présente séance. Nous remercions nos collègues, les Représentants permanents du Gabon et de la France, de leurs exposés (voir S/PV.9297) sur la visite de la mission du Conseil de sécurité effectuée en République démocratique du Congo du 9 au 12 mars 2023. Nous remercions le Secrétariat et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) des efforts qu'ils ont déployés pour organiser cette importante visite, qui s'est avérée très utile pour mieux comprendre les processus internes en cours dans le pays. Nous remercions les autorités de la République démocratique du Congo de leur accueil chaleureux et de leur disposition à dialoguer de manière franche et constructive. Il était particulièrement important de pouvoir nous rendre dans l'est du pays et en particulier à Goma, la capitale de la sous-région du Nord-Kivu, où la situation reste tendue. La visite du Conseil de sécurité s'est avérée particulièrement opportune en cette période difficile.

Nous suivons de près l'évolution de la situation dans l'est de la République démocratique du Congo. Nous sommes extrêmement inquiets par la nouvelle escalade de la crise liée à l'intensification des activités du Mouvement du 23 mars (M23), dont les offensives ont exacerbé la crise humanitaire, entraîné une augmentation du nombre de personnes déplacées et de réfugiés, bafoué les droits humains et infligé des souffrances quotidiennes aux civils. Nous notons avec inquiétude qu'alors que les forces gouvernementales de la République démocratique du Congo, la MONUSCO et les forces de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) ont dû se concentrer principalement sur l'endiguement de l'avancée du M23, d'autres groupes armés illégaux, en particulier les Forces démocratiques alliées, la Coopérative pour le développement du Congo, les factions Maï-Maï, les Forces démocratiques de libération du Rwanda et la Résistance pour un État de droit au Burundi, profitent de la situation pour renforcer leurs positions dans l'est du pays. La menace d'une escalade

dans les relations bilatérales entre la République démocratique du Congo et le Rwanda est une autre source de vive préoccupation.

Nous sommes convaincus que la priorité aujourd'hui est de faire cesser les hostilités et de mettre en place un dialogue inclusif réunissant toutes les parties au conflit. À cet égard, nous espérons que les nouvelles mesures prises par les voisins de la République démocratique du Congo dans le cadre des processus de Luanda et de Nairobi seront couronnées de succès et qu'elles permettront de trouver des solutions communes et de parvenir à un règlement durable de la crise. Nous saluons l'engagement du Gouvernement de la République démocratique du Congo à négocier avec les groupes armés dans le cadre du volet politique du processus de Nairobi. Nous prenons acte du fait que le prochain cycle de négociations devrait se tenir en République démocratique du Congo. Nous saluons les efforts déployés par la CAE et par les pays fournissent des contingents à sa force régionale. Nous notons qu'il importe de conjuguer et de coordonner efficacement les processus de Nairobi et de Luanda afin de créer les conditions d'un dialogue inter-congolais et d'un rétablissement des relations bilatérales entre Kinshasa et Kigali. Nous espérons que les accords conclus aux récents sommets de la CAE contribueront à normaliser la situation dans la région et permettront un retour aux cadres convenus, notamment la feuille de route de Luanda.

Nous estimons qu'il est nécessaire de continuer à travailler à l'application intégrale du mécanisme fondamental qu'est l'Accord-cadre de 2013 pour la paix, la sécurité et la coopération pour l'est de la République démocratique du Congo et la région des Grands Lacs. Nous soutenons les efforts déployés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, Huang Xia, pour instaurer un dialogue interétatique afin de réduire les tensions dans cette partie de l'Afrique. Des solutions politiques permettront de parvenir à une cessation globale des hostilités et de créer les conditions nécessaires à une stabilisation durable. Cependant, nous sommes convaincus que Kinshasa doit également redoubler d'efforts pour mettre en place des forces armées, des forces de l'ordre et d'autres institutions publiques efficaces. Dans le contexte mondial et régional complexe d'aujourd'hui, cela est essentiel pour mener une politique étrangère et intérieure indépendante, résoudre les questions nationales difficiles, qui sont en grande partie le résultat de l'histoire tragique du pays, et contrôler les ressources naturelles nationales afin qu'elles puissent être utilisées au profit du peuple de la République

démocratique du Congo. À cet égard, nous nous félicitons de la levée, l'année dernière, de l'obligation de notification concernant les livraisons de produits à usage militaire à la République démocratique du Congo.

Nous réaffirmons notre soutien de principe aux efforts de la MONUSCO, de ses dirigeants et de ses soldats de la paix. Nous les remercions du travail qu'ils accomplissent dans des conditions difficiles et de leur engagement à protéger les civils. Nous présentons nos condoléances à la République sud-africaine, qui a perdu un soldat de la paix au début du mois de février. Nous condamnons fermement toutes les attaques et provocations contre les Casques bleus et le personnel civil des Nations Unies. Nous espérons que toutes les questions relatives à la fourniture de ressources à la Mission, en particulier les ressources logistiques, seront réglées rapidement et efficacement.

Par principe, nous considérons la présence des soldats de la paix de la MONUSCO dans la zone de conflit comme un important facteur de stabilisation. Nous pensons que la Mission doit se concentrer sur les tâches centrales de son mandat. Nous comptons sur une coordination accrue entre les Forces armées de la République démocratique du Congo et la MONUSCO, ainsi qu'avec d'autres mécanismes régionaux et nationaux qui participent au règlement du conflit, afin d'œuvrer plus efficacement à la protection de la population de la République démocratique du Congo. En ce qui concerne la mise en œuvre du plan commun de transition prévoyant la réduction progressive des effectifs de la Mission et son retrait complet d'ici à 2024, nous pensons que nous devons nous avant tout tenir compte de l'évolution de la situation sur le terrain, agir de manière responsable et progressive et en étroite coordination avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo. Nous notons le rôle important joué par les organismes des Nations Unies, notamment le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, entre autres, pour atténuer les conséquences humanitaires désastreuses de la crise, que les membres du Conseil de sécurité ont pu constater de leurs propres yeux dans l'est de la République démocratique du Congo.

Enfin, nous saluons les efforts soutenus du Gouvernement de la République démocratique du Congo pour préparer les élections générales qui se tiendront en décembre. Nous espérons que grâce à l'appui de la MONUSCO et à l'assistance de la région, Kinshasa

pourra créer les conditions propices à l'organisation d'un scrutin conforme aux normes internationales et aux aspirations de tous les citoyens congolais.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo, M^{me} Keita, de son exposé, de ses efforts et de sa direction de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Nous la remercions également de l'excellente ambiance qui a régné durant la visite du Conseil en République démocratique du Congo.

Comme d'autres collègues l'ont dit, le Conseil de sécurité a eu l'occasion ce mois-ci de voir de ses propres yeux les profondes cicatrices laissées par le conflit prolongé en République démocratique du Congo, l'un des plus meurtriers au monde, ainsi que les coûts humanitaires désastreux qui persistent dans un pays gâté par la nature mais dévasté par les souffrances causées par l'homme. Il est regrettable que les progrès indispensables dans de nombreux domaines, notamment le développement économique et la préparation des élections, soient éclipsés par le bruit des canons. L'Albanie est horrifiée par les violences meurtrières infligées à la population civile par des groupes armés, principalement les Forces démocratiques alliées, la Coopérative pour le développement du Congo, le groupe Zaïre, les Forces démocratiques de libération du Rwanda et le Mouvement du 23 mars (M23). Nous avons vu les conséquences de cette tragédie dans les yeux des centaines de milliers de personnes déplacées, qui vivent dans des conditions décourageantes et qui sont souvent privées d'aide humanitaire.

La guerre, les conflits et les hostilités aux conséquences terribles pour les civils et les populations locales durent depuis bien trop longtemps en République démocratique du Congo. Tous les groupes armés congolais et étrangers doivent déposer les armes sans condition et participer au Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation. Les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme au Sud-Kivu et en Ituri sont encourageants. Un financement approprié et une approche fondée sur la communauté pour appuyer la réintégration sont des outils essentiels qui encourageront davantage de combattants à y prendre part.

Nous condamnons sans ambiguïté les agissements du M23, principal responsable de la nouvelle tragédie qui se déroule dans l'est de la République démocratique

du Congo. Nous lui demandons instamment d'adhérer au cessez-le-feu, conformément aux décisions issues du mini-sommet de Luanda du 23 novembre, et de se retirer de toutes les zones qu'il contrôle actuellement, et pas seulement de certaines d'entre elles. À cette fin, il est essentiel que les États de la région respectent la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo, cessent d'appuyer de quelque manière que ce soit le M23 ou d'autres groupes armés et mettent un terme à l'exploitation illégale des ressources naturelles du pays. La richesse nationale de la République démocratique du Congo appartient aux Congolais. Elle doit permettre d'améliorer leur vie et de construire leur avenir, et non finir entre les mains pleines de sang des milices et de leurs partisans.

Le conflit en cours dans l'est de la République démocratique du Congo représente également une menace régionale tangible. Il convient de remédier à la montée inquiétante des tensions entre ce pays et le Rwanda en recourant aux mécanismes de règlement des conflits et au dialogue existants, sur la base de la bonne volonté. La guerre n'est jamais la solution et ne doit en aucun cas être le moyen de prédilection. Toute détérioration d'une situation déjà instable pourrait déclencher une escalade massive, avec des conséquences désastreuses susceptibles de menacer les gouvernements et les populations dans toute la région des Grands Lacs, contribuant à l'aggravation de l'insécurité, aux mouvements de réfugiés et à la multiplication et à l'essor des groupes militaires non étatiques. Il va sans dire qu'une telle éventualité compromettrait les progrès réalisés par le Gouvernement et imposerait aux Congolais de plus grands sacrifices encore.

(l'orateur poursuit en français)

Le processus électoral en cours est crucial pour l'avenir du pays. Il doit être transparent, crédible et inclusif – des conditions préalables et indispensables à la tenue d'élections libres et démocratiques afin que les institutions qui en découleront reflètent les aspirations du peuple congolais et de toutes les composantes de la société, y compris les femmes et les jeunes.

Lors de la visite dans le pays, il a été frappant de constater l'écart grandissant entre les attentes des autorités et du public vis-à-vis de la MONUSCO et de son mandat réel. Les pressions et les discours de haine doivent cesser. Ils ne font que rendre plus difficile pour la Mission de s'acquitter pleinement de sa responsabilité principale, qui est de protéger les civils. Il ne fait

aucun doute que la seule raison d'être de la présence de l'ONU en République démocratique du Congo est d'aider le peuple et de protéger les civils. Mais il ne devrait y avoir aucun doute non plus sur le fait que les principales responsabilités en matière de sécurité incombent au pays lui-même et à ses institutions.

Nous attendons avec intérêt que la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est se renforce davantage et devienne pleinement opérationnelle afin d'aider les forces congolaises à établir l'autorité de l'État au Nord-Kivu. L'Albanie soutient le travail de la MONUSCO et apprécie les efforts et sacrifices des Casques bleus qui opèrent dans un environnement complexe et dangereux. Dans cet esprit, la réévaluation du plan de transition de la MONUSCO, en étroite coopération avec les autorités congolaises, doit être effectuée rapidement, mais être réaliste afin d'assurer, le temps venu, le retrait progressif, responsable et ordonné de la Mission.

M. Dai Bing (Chine) *(parle en chinois)* : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo, M^{me} Keita, de son exposé. Je remercie également les Représentants permanents de la France et du Gabon de leurs exposés sur la visite du Conseil en République démocratique du Congo (voir S/PV.9297). Je salue la participation des Représentants permanents du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Rwanda à la présente séance.

Depuis un certain temps, le Gouvernement de la République démocratique du Congo s'emploie activement à faire progresser la réforme du secteur de la sécurité, à combattre les groupes armés, à promouvoir le développement économique et à préparer les élections générales. Cependant, la situation en matière de sécurité dans l'est du pays continue de se détériorer, exacerbant la crise humanitaire. Le Conseil a envoyé une mission en République démocratique du Congo ce mois-ci afin d'approfondir sa compréhension de la situation sur le terrain et d'écouter les vues et les attentes des personnes de tous les horizons dans le pays. La Chine remercie le Gouvernement de la République démocratique du Congo et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) du travail qu'ils ont réalisé pour accueillir la mission et elle appuie la publication d'une déclaration de la présidence du Conseil de sécurité à la suite de cette visite.

Je voudrais insister sur les aspects suivants. Premièrement, un cessez-le-feu et une cessation de la violence sont des priorités absolues. Les attaques que les groupes armés continuent de commettre dans l'est de la République démocratique du Congo risquent d'aggraver les conditions de sécurité dans la région. Avec l'aide de l'Union africaine et de pays de la région, comme l'Angola, le Mouvement du 23 mars (M23) a annoncé, au début du mois de mars, qu'il acceptait le cessez-le-feu et le dialogue. La Chine appelle le M23 et les autres groupes armés à respecter sérieusement leurs engagements, à cesser toute activité violente et à se retirer des zones occupées. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo a récemment lancé son programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation à l'intention de 6 000 personnes dans les trois provinces de l'est du pays. La Chine espère qu'ainsi, les conditions propices à la mise en œuvre du Programme et à la participation des groupes armés au dialogue seront créées.

Deuxièmement, les organisations régionales doivent être invitées à jouer un rôle important. Nous nous félicitons des récents sommets de l'Union africaine et de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) sur la situation dans l'est de la République démocratique du Congo. Nous saluons les efforts de médiation dynamiques déployés par les dirigeants de l'Angola, du Burundi et du Kenya pour désamorcer la situation. Nous espérons que les processus de Nairobi et de Luanda continueront à jouer un rôle important. Cette année marque le dixième anniversaire de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, signé en 2013. Nous espérons que les pays de la région tireront parti de leurs expériences, donneront un nouvel élan à cet important processus et s'engageront à régler les différends par le dialogue et la concertation afin de bâtir un avenir commun. La Chine encourage le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs et la MONUSCO à appuyer conjointement les bons offices dans la région. La CAE et l'Angola mènent des opérations de maintien de la paix et de sécurité en République démocratique du Congo. Toutes les parties doivent renforcer la coordination de leurs efforts pour assurer une synergie.

Troisièmement, la MONUSCO doit être appuyée dans la fourniture d'une assistance ciblée. La Représentante spéciale Keita incite la MONUSCO à surmonter les difficultés et à s'acquitter activement de son mandat, et elle réalise un important travail s'agissant de mener des patrouilles conjointes, d'appuyer la réforme du

secteur de la sécurité, de faire progresser le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) et de soutenir la préparation des élections générales. Dans les circonstances actuelles, la MONUSCO doit s'acquitter rigoureusement de ses mandats principaux, qui consistent à protéger les civils et à appuyer la mise en place des institutions gouvernementales et le DDR en République démocratique du Congo. La MONUSCO, le Gouvernement de la République démocratique du Congo et tous les secteurs de la société doivent renforcer leur communication, améliorer la confiance mutuelle et garantir le bon déroulement des opérations de maintien de la paix. Le Secrétaire général présentera au Conseil, en juillet, un rapport sur la reconfiguration du personnel en tenue de la MONUSCO. La Chine préconise d'écouter les vues des pays concernés s'agissant de faire progresser le retrait de manière responsable.

Quatrièmement, la communauté internationale doit appuyer vigoureusement les interventions humanitaires. La détérioration de la situation dans l'est de la République démocratique du Congo a provoqué le déplacement de 6 millions de personnes, entraînant d'énormes besoins humanitaires. La communauté internationale doit fournir des ressources suffisantes au plan de réponse humanitaire pour la République démocratique du Congo. Les organismes compétents des Nations Unies et le Gouvernement de la République démocratique du Congo doivent coopérer pour optimiser l'impact de l'aide humanitaire et garantir la sécurité et le bon déroulement des opérations d'acheminement des fournitures.

Tout en répondant aux besoins humanitaires à court terme, nous devons également aider la République démocratique du Congo à renforcer ses capacités à se développer de manière indépendante, en fonction de ses besoins réels. Dans le cadre de sa coopération avec la République démocratique du Congo, la Chine met l'accent sur le respect mutuel, les avantages mutuels et une situation bénéfique pour tous et aide le pays à transformer ses atouts en matière de ressources en atouts pour le développement. Les projets de coopération sino-congolais ont abouti à des résultats remarquables en matière d'appui au développement de l'industrie locale, de création d'emplois et d'amélioration des conditions de vie de la population, et ont été bien accueillis par le Gouvernement et le peuple de la République démocratique du Congo.

La Chine est prête à collaborer avec la communauté internationale pour contribuer davantage à la paix

et au développement de la République démocratique du Congo.

M. Hauri (Suisse) : Avant tout, je voudrais exprimer ma gratitude à la Représentante spéciale du Secrétaire général pour son exposé ainsi que pour tout le travail accompli par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Je salue la participation des Représentants permanents de la République démocratique du Congo, du Rwanda et du Burundi.

Nous remercions la République démocratique du Congo pour son accueil lors de la visite du Conseil de sécurité. Les échanges avec les autorités, la MONUSCO et la société civile ont permis au Conseil d'acquérir une meilleure compréhension des enjeux liés à la promotion de la paix et de la sécurité dans la région. Nous réitérons notre pleine solidarité à la population congolaise. Je mettrai l'accent sur trois points.

Premièrement, la détérioration de la situation sécuritaire, humanitaire et des droits de l'homme dans l'est de la République démocratique du Congo est alarmante. Depuis novembre 2021, le regain d'offensive du Mouvement du 23 mars (M23) a provoqué le déplacement de centaines de milliers de personnes, intensifiant la crise humanitaire, déjà désastreuse. Les attaques dirigées contre les populations et infrastructures civiles, notamment les écoles, hôpitaux et sites de déplacés, par le M23 et d'autres groupes armés, sont inacceptables. Par ailleurs, nous sommes préoccupés par l'utilisation et le recrutement massif des enfants par divers groupes armés. Dans ce contexte, nous appelons toutes les parties à respecter le droit international et à garantir un accès humanitaire sans entrave aux populations. Nous rappelons que la responsabilité première de protection des civils appartient au Gouvernement. La Suisse encourage la République démocratique du Congo à continuer sa collaboration avec la MONUSCO pour garantir un environnement propice à la mise en œuvre de son mandat et lutter contre la désinformation à cet égard.

Deuxièmement, seule une solution politique coordonnée peut contribuer à la consolidation de la paix. Nous saluons les efforts diplomatiques au niveau national et régional pour remédier aux causes profondes du conflit. Nous exprimons en particulier notre soutien aux processus de Nairobi et de Luanda. Toute action militaire, y compris le déploiement de la Force régionale d'Afrique de l'Est, doit s'inscrire dans le cadre des processus politiques en cours et amener les groupes armés à déposer les armes. Nous encourageons les

gouvernements à continuer à mettre en place les conditions favorables à l'opérationnalisation du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation. Par ailleurs, toutes les parties doivent arrêter immédiatement leur collaboration avec les groupes armés. Nous appelons le Rwanda à cesser tout soutien au M23. Dans le même temps, nous appelons à ce que le soutien apporté aux groupes armés par certains éléments des Forces armées de la République démocratique du Congo cesse également.

Troisièmement, l'état de droit et la lutte contre l'impunité doivent être renforcés. Le nombre élevé de violences sexuelles liées au conflit ne peut continuer à être ignoré. Nous sommes aussi préoccupés par les violences intercommunautaires et la propagation de discours de haine, notamment contre les populations rwandophones. Il est essentiel que le Gouvernement assure une reddition des comptes et rétablisse la confiance entre les communautés, et avec l'État. À l'approche des élections, nous encourageons les autorités à protéger l'espace civique et à garantir des processus démocratiques inclusifs, y compris avec l'opposition. Enfin, nous saluons la déclaration du Président Tshisekedi lors de la Journée internationale des femmes appelant à une société égalitaire. À ce titre, nous espérons que les femmes, candidates et électrices, pourront s'investir pleinement dans le processus électoral à venir.

La Suisse est engagée pour atteindre une paix durable en République démocratique du Congo. Notre présence à Kinshasa et notamment dans l'est, avec des bureaux de coopération à Bukavu et à Goma, nous permet d'être au plus proche des populations et de leurs besoins. Le mois prochain, le Président de la Confédération suisse devrait se rendre en République démocratique du Congo, notamment pour exprimer son soutien aux efforts politiques de paix. Alors que les violences se poursuivent, il est urgent de trouver une solution durable. En tant que membre du Conseil de sécurité, la Suisse s'efforcera de bâtir des ponts, soutenir les efforts humanitaires et de développement et contribuer à la consolidation de la paix en République démocratique du Congo.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique du Congo.

M. Nzongola-Ntalaja (République démocratique du Congo) : J'aimerais remercier le Secrétaire général, S. E. M. Antonio Guterres, pour son attachement à la cause de mon pays. À ces remerciements, je tiens à associer tous les membres du Conseil de sécurité, sans

oublier de mentionner les trois représentants du continent africain au sein de cet organe. Ma délégation a pris acte du rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) (S/2023/208) du 20 mars 2023, que M^{me} Bintou Keita, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la MONUSCO, que je salue, vient de nous présenter. J'ai eu l'occasion de rencontrer M^{me} Keita hier, et comme toujours, elle est pleine de très bons conseils. Nous soutenons l'œuvre qu'elle est en train de réaliser dans notre pays. Je voudrais faire quelques commentaires sur les questions évoquées dans ce rapport et sur les différentes préoccupations soulevées par les membres du Conseil.

La situation politique de mon pays, comme le souligne le rapport sous examen, est principalement dominée par la poursuite des opérations d'enrôlement en vue des élections électorales de 2023 et des efforts régionaux et internationaux visant à inverser la spirale d'insécurité dans l'est de la République démocratique du Congo. Concernant les élections, il est important de souligner que les opérations d'enrôlement qui ont débuté le 24 décembre 2022 vont se poursuivre tant à l'intérieur du territoire national qu'à l'extérieur, notamment en France, en Belgique, aux États-Unis, en Afrique du Sud et au Canada. Je voudrais réitérer la volonté exprimée de mon gouvernement en faveur d'élections crédibles, transparentes et inclusives. C'est aussi dans cet esprit de partenariat constructif que sur demande du Chef de l'État, le Président Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le Gouvernement a lancé un appel à l'Union européenne et aux autres partenaires les encourageant à pouvoir déployer les observateurs lors des élections. Cette demande d'appui à l'observation électorale à ce stade du processus pourrait aussi contribuer au règlement de certains défis en amont.

Au niveau régional, les efforts politiques, sécuritaires et diplomatiques se cristallisent autour des processus de Nairobi et de Luanda. S'agissant du processus de Nairobi, les travaux préparatifs de sa quatrième phase se sont bien déroulés et le lancement de Nairobi 4 pourrait intervenir au début du mois de mai 2023. En bref, Nairobi 4 servira à aider les groupes armés ayant répondu à l'appel de déposer les armes à entamer la démobilisation et rejoindre le Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation (PDDR-CS). Le PDDR-CS constitue, à ce titre, une colonne dans cette architecture de la paix. Les efforts que mon gouvernement fait sur

fonds propres pour l'opérationnalisation de cette structure méritent d'être soutenus. Nous profitons de cette plateforme pour lancer un appel auprès des partenaires pour une plus grande mobilisation des fonds, prélude à la mise en œuvre plus efficiente de cette institution clef.

Concernant la situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo, elle demeure clairement prédominée par l'activisme des terroristes des Forces démocratiques alliées (ADF) affiliés à Daech, de la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO) et du Mouvement du 23 mars (M23), *proxy* du Rwanda. Les massacres inacceptables que perpètrent au quotidien ces groupes négatifs contre les femmes, les jeunes et les enfants de la République démocratique du Congo doivent s'arrêter. Le génocide oublié, *dixit* le pape François, qui se déroule à ciel ouvert dans l'est de la République démocratique du Congo, doit s'arrêter.

Qu'il me soit permis de revenir sur le M23, qui se confond si facilement avec l'armée rwandaise. Même si l'on observe quelques mouvements de retrait, nous voulons attirer l'attention du Conseil sur le nombre de cessez-le feu déjà violés. C'est tout dire sur la versatilité de ce mouvement et de son parrain bien identifié. La vigilance du Conseil doit être de mise ; les pressions multiformes bilatérales et multilatérales ne doivent pas s'arrêter jusqu'à la reddition complète de ce mouvement et au retrait total des troupes de la Force de défense rwandaise (FDR) du territoire congolais qu'elles ont agressé.

Que dire de la situation humanitaire, de la situation insoutenable des déplacés internes, causée en majeure partie par l'activisme des groupes armés ? Les membres du Conseil de sécurité ont eu, à l'occasion de leur visite en République démocratique du Congo, de palper du doigt cette réalité. Le plan d'aide humanitaire d'urgence 2023-2024, lancé à Kinshasa pour tenter de juguler cette crise, nécessite de plus amples financements pour sa mise en œuvre.

La MONUSCO demeure un partenaire important de la République démocratique du Congo. Mon gouvernement est à ce jour engagé dans un dialogue constructif avec la MONUSCO pour redéfinir le plan de transition. La vision de la République démocratique du Congo sur son partenariat futur avec la MONUSCO va impliquer le réexamen de ce plan et son ajustement. Je demande au Conseil de prendre réellement en compte les préoccupations profondes et pertinentes de mon gouvernement, contenues dans le mémorandum du 10 mars que le Gouvernement congolais a offert aux membres du Conseil de sécurité lors de leur visite à Kinshasa.

Je demeure pleinement convaincu que ces éléments vont beaucoup aider en ce qui concerne la clarté et la lisibilité des actions de la MONUSCO en République démocratique du Congo. La République démocratique du Congo, en tant que pays hôte, suggère, en outre, au Conseil, pour cette échéance de 2023, une mutation de la MONUSCO : qu'elle puisse passer d'une force de maintien de la paix à une force de rétablissement de la paix ou, à la limite, à une force d'appui aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Mon gouvernement demande dans ce contexte la réactivation de la brigade d'intervention.

Avant de conclure, j'aimerais clarifier deux points sur lesquels mon pays est souvent attaqué sans preuve. Le premier est celui du prétendu discours de haine ethnique contre les personnes d'expression « rwandophone ». Les positions du Président de la République démocratique du Congo, des autorités congolaises, de la société civile, incluant les grandes églises chrétiennes, dont l'Église catholique et l'Église protestante, sont claires et sans ambiguïté. Ils ne tolèrent pas ces discours et les dénoncent régulièrement. Les démagogues qui apparaissent de temps en temps sur les réseaux sociaux sont lus par une minorité de la population, dont la majorité rejette les propos clivants.

Si les violences intercommunales se manifestent de temps en temps sur des querelles dues aux conflits liés aux terres ou à l'accès aux cours d'eaux, la République démocratique du Congo n'a pas vu d'épisodes de violence meurtrière basés sur la xénophobie et la haine ethnique depuis 1994. Composé de 450 ethnies, le peuple congolais n'est pas divisé en majorités et minorités en compétition pour l'hégémonie. Compte tenu de l'intermariage, qui est devenu fréquent en milieu urbain, la discrimination sur base ethnique est beaucoup moins prononcée aujourd'hui qu'elle ne l'était lors du régime colonial de « diviser pour dominer ». Par ailleurs, on doit se poser la question de savoir qui est plus haineux : la personne qui passe le gros de son temps à diaboliser les rwandophones, ou celui qui tue et mutiler des hommes, femmes et enfants innocents ou viole des femmes et des filles pour, enfin, les mutiler ou les tuer, ou celui qui utilise des engins explosifs improvisés pour tuer des gens qui ne lui ont fait aucun mal ? Voilà une question sur laquelle ceux qui continuent à dire que la République démocratique du Congo est dominée par la haine ethnique doivent réfléchir.

Quant au groupe d'anciens génocidaires constituant les Forces démocratiques de libération du Rwanda

(FDLR), il est évident que beaucoup d'entre eux sont déjà trop vieux pour poser une véritable menace au territoire rwandais. Mais les jeunes qui auraient succédé à leurs parents et oncles sont hantés par le Rwanda et se limitent aux activités mafieuses, comme d'autres groupes rebelles dans la région. Comme je l'ai déjà expliqué devant le Conseil, le Rwanda a eu la liberté d'anéantir ce groupe à plusieurs reprises. Premièrement, de septembre 1996 à juillet 1997, le commandant James Kaberebe était le chef de la force expéditionnaire rwandaise en République démocratique du Congo et, plus tard, chef d'état-major général de l'armée congolaise. Cela veut dire qu'un officier rwandais était ici à la tête de l'armée congolaise. C'est la solution qui a été adoptée par les amis de M. Laurent Kabila, notamment le Président Kagame et le Président Museveni, qui ont mis un officier rwandais à la tête de l'armée congolaise. Donc, il a eu toute une année, puisqu'il contrôlait toute la sécurité de la République démocratique du Congo. Pourquoi n'a-t-il pas pu effacer les FDLR de la face du pays ?

Deuxièmement, il y a donc l'occupation du Nord-Kivu par l'Ouganda pendant cinq ans, d'août 1998 jusqu'en 2003, après la conclusion de l'Acte final des négociations politiques intercongolaises, à Sun City, en Afrique du Sud. À ce moment-là, le Rwanda eut le contrôle du Nord-Kivu via le Rassemblement congolais pour la démocratie, une structure érigée par le Rwanda, comme aujourd'hui le M23 est aussi une autre structure qui est soutenue par le Rwanda.

Troisièmement, en patrouille conjointe avec les FARDC, sous le régime de Joseph Kabila, comme indiqué dans le mémorandum du 10 mars que notre gouvernement a remis à l'intention du Conseil de sécurité, le Rwanda et la République démocratique du Congo ont collaboré pour combattre les FDLR. D'ailleurs, dans le mémorandum du Gouvernement congolais, les membres du Conseil liront que ce sont les FARDC, les forces armées congolaises, qui ont tué deux des grands dirigeants des FDLR. Donc, les FDLR ne sont pas nos amis. Ce sont nos ennemis, parce qu'ils sont en train de piller nos minerais ; ils sont en train de se livrer à des activités mafieuses avec ceux qui veulent acheter nos minerais, surtout les minerais stratégiques ; ils sont en train de violer nos femmes ; ils sont en train d'utiliser le territoire congolais comme si c'était leur territoire. Donc, nous ne sommes pas nécessairement les amis des FDLR, comme beaucoup de gens semblent le croire. La question à poser est celle-ci : pourquoi est-ce que la FDLR n'a pas anéanti les FDLR ?

En réalité, le régime rwandais a réussi à éliminer les FDLR comme une menace militaire. Pour son objectif principal de piller les ressources minières stratégiques de la République démocratique du Congo, le Rwanda a besoin de garder les FDLR en vie : c'est le prétexte dont il a besoin pour envahir la République démocratique du Congo et continuer à piller nos ressources comme le coltan, l'or, et d'autres ressources minières, animales et forestières. Tandis qu'il est correct que la République démocratique du Congo doit renforcer son État pour mieux protéger ses frontières et sa population, le Conseil de sécurité est responsable du maintien de la paix et de la sécurité à travers le monde entier et de faire tout ce qui est possible pour que les États Membres de l'Organisation des Nations Unies respectent le droit international, y compris l'intégrité territoriale et la souveraineté de tous les États Membres.

Pour cette raison, la République démocratique du Congo demande au Conseil de sécurité de prendre les mesures suivantes. Il doit, premièrement, prendre en compte les recommandations contenues dans le mémorandum du 10 mars lui adressé par le Gouvernement de la République démocratique du Congo ; deuxièmement, œuvrer en faveur de la mutation de la MONUSCO vers une véritable force d'imposition de la paix, et redynamiser la brigade d'intervention de la force en renforçant son équipement et sa logistique ; troisièmement, appuyer les processus de Luanda et de Nairobi ; quatrièmement, renforcer les sanctions contre les terroristes des ADF/Madina Tawheed Waljihad, de la CODECO, du M23 et leurs animateurs ; cinquièmement, exiger de tous les groupes armés, sans exception, qu'ils déposent les armes pour rejoindre le Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation ; sixièmement, fournir un soutien plus accru à ce programme ; septièmement, continuer à exercer et maintenir une forte pression sur le Rwanda, ses troupes et le M23 jusqu'à leur retrait total et inconditionnel du territoire congolais. L'agression est attestée, la Charte des Nations Unies a été violée. Le rapport du Groupe d'experts est explicite. La République démocratique du Congo demande aux membres du Conseil qui continuent à hésiter de faire justice, de se démarquer en condamnant sans ambiguïté le Rwanda. Le Conseil doit exiger du Rwanda la réparation des préjudices causés aux populations congolaises, notamment les pertes en vie humaine, on nous a parlé aujourd'hui de 10 000 habitants, – les familles déchirées et les personnes déplacées de leurs domiciles. Il doit également adopter des sanctions ciblées contre le Rwanda et les officiers

de son armée, la Force de défense rwandaise, auteurs de violations et crimes pour l'agression et le soutien au mouvement terroriste M23.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Rwanda.

M. Gatete (Rwanda) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Bintou Keita, de son exposé, ainsi que les membres du Conseil de sécurité de leurs observations.

Je tiens tout d'abord à saluer le déploiement récent et continu de contingents supplémentaires de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est en République démocratique du Congo, en provenance du Burundi et de l'Ouganda. Dans les zones où ces contingents remplissent leurs fonctions d'interposition et de surveillance, la mise en œuvre des mécanismes régionaux commence à porter ses fruits grâce à ces deux pays. À cet effet, le Rwanda encourage les parties au conflit à respecter strictement les accords de cessez-le-feu pour favoriser un règlement pacifique.

Le Rwanda a souligné à plusieurs reprises que la crise dans l'est de la République démocratique du Congo a été déclenchée par le Gouvernement de la République démocratique du Congo, qui en est le principal responsable. Malheureusement, la situation continue de se détériorer en raison du manque de volonté politique et de célérité ainsi que de l'inaction des dirigeants de la République démocratique du Congo. Il est devenu évident que bien que le conflit continue d'infliger de terribles souffrances aux populations civiles, le Gouvernement de la République démocratique du Congo s'en sert comme d'un coup de pub politique pour obtenir un soutien national et faire taire l'opposition avant les prochaines élections. Toutefois, se servir du Rwanda comme bouc-émissaire ne change rien au fait que le conflit est la conséquence d'un effondrement de la gouvernance dans les sphères sociopolitique, économique et militaire. Tant que la République démocratique du Congo ne reconnaîtra pas son propre échec en matière de gouvernance, nous continuerons d'avoir des dialogues et des délibérations politiques qui ne donneront aucun résultat concret et n'auront aucune utilité. Je vais décrire clairement nos principales préoccupations en ce qui concerne la situation dans l'est de la République démocratique du Congo.

Premièrement, le Gouvernement congolais refuse d'adhérer à tous les plans de paix issus des processus régionaux, ce qui est évident pour tout le monde. Les accords de Nairobi et de Luanda, en particulier,

comportent respectivement 4 et 11 points. Dans les deux accords, le premier point concerne le cessez-le-feu et la cessation des hostilités. Au lieu d'appliquer ces accords, le Gouvernement de la République démocratique du Congo attise le conflit en encourageant les discours de haine et en recrutant des groupes armés et des mercenaires locaux pour combattre aux côtés des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Ces mercenaires et ces groupes armés ne se préoccupent guère du bien-être des civils et posent donc des difficultés importantes à la région et à la communauté internationale dans le domaine des droits humains. En combattant aux côtés des groupes armés qu'elle devrait désarmer, la République démocratique du Congo alimente le conflit et fait en sorte que toute avancée soit rapidement anéantie. Par exemple, là où le retrait unilatéral du Mouvement du 23 mars (M23) s'est effectué en l'absence de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est, les FARDC et les milices alliées ont violé à plusieurs reprises les dispositions de la feuille de route de Luanda. Elles se sont positionnées pour réoccuper les positions abandonnées par le M23, déclenchant une reprise prévisible des hostilités aux dépens des populations locales. En outre, le Gouvernement de la République démocratique du Congo encourage également l'hostilité à l'encontre de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est et de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) elle-même. À la lumière de ces éléments, on peut se demander ce que veut réellement la République démocratique du Congo. Une réponse évidente est que ce ne sont ni la paix ni la sécurité pour la population et pour la région.

Deuxièmement, nous sommes préoccupés par les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), la milice génocidaire sanctionnée par l'ONU et qui a quartier libre en République démocratique du Congo. Bien que la MONUSCO et le Conseil de sécurité sachent pertinemment que le Gouvernement de la République démocratique du Congo fournit des armes aux FDLR et leur permet de combattre aux côtés des FARDC, aucune mesure n'a été prise. En conséquence de cette alliance entre les FARDC et les FDLR, l'intégrité territoriale du Rwanda a été violée à maintes reprises au fil des ans. Comme tous les États, le Rwanda se réserve le droit de défendre ses frontières et ses citoyens contre les attaques transfrontalières. Comme on l'a entendu, mon bon ami dit que les membres des FDLR sont trop vieux, et je me demande comment leur idéologie peut elle aussi vieillir.

Troisièmement, et surtout, nous tenons à exprimer une nouvelle fois notre préoccupation face à la prise pour cible persistante des communautés tutsies congolaises, que l'on retrouve sur tous les médias sociaux en ce qui concerne leurs activités. Elles continuent de faire l'objet de discours de haine et d'assassinats ciblés encouragés par les dirigeants de la République démocratique du Congo, au seul motif de leur appartenance ethnique. Nous savons tous que la persécution et la discrimination persistantes à l'encontre d'un peuple sont des signes avant-coureurs d'atrocités criminelles futures et de génocide. Les préoccupations du Rwanda ont été reprises dans un certain nombre de rapports et de déclarations, notamment deux déclarations de la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide en novembre 2022 et janvier 2023, le rapport de 2022 du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ainsi que ceux de la Commission des droits de l'homme et de l'Union européenne et de nombreuses autres déclarations faites par des membres du Conseil de sécurité qui participent à la présente séance. Malheureusement, alors que les discours de haine et les violations des droits humains qui en découlent se sont intensifiés, la MONUSCO a choisi de rester une observatrice silencieuse, ce qui donne l'impression que les assassinats ciblés visant des communautés spécifiques en République démocratique du Congo sont en train de devenir normaux et acceptables. Comme l'a souligné la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide, la présence des FDLR et l'idéologie du génocide sont au cœur des atrocités criminelles perpétrées contre les communautés tutsies congolaises. Compte tenu du nombre de rapports qui expriment de l'inquiétude face à l'escalade des discours de haine, quelle est la voie à suivre pour le Conseil de sécurité ? Une enquête va-t-elle être menée ? Les rapports ne doivent pas être une fin en soi, mais un appel à prendre les mesures qui s'imposent.

Enfin, nous sommes opposés à la campagne que mène actuellement la République démocratique du Congo pour faire porter au Rwanda la responsabilité de l'instabilité sur son territoire. La remise en question des efforts de paix par la République démocratique du Congo, son refus de rapatrier les réfugiés congolais, le fait qu'elle recrute des mercenaires et des groupes armés et son alliance avec les FDLR démontrent que la République démocratique du Congo utilise cette crise pour servir des intérêts politiques à courte vue, au détriment des populations civiles et des relations diplomatiques.

Le Rwanda appelle une nouvelle fois le Gouvernement de la République démocratique du Congo à

reconnaître l'obligation qui lui incombe et à mettre en œuvre les accords régionaux signés en faveur de la paix et de la stabilité. Comme toujours, le Rwanda reste attaché aux efforts bilatéraux, régionaux et internationaux visant à stabiliser l'est de la République démocratique du Congo et la région, et nous attendons avec intérêt qu'ils se concrétisent.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Burundi.

M. Maniratanga (Burundi) : D'emblée, je voudrais féliciter la présidence mozambicaine du Conseil de sécurité pour ce mois de mars d'avoir organisé cette séance. Je me réjouis de la participation et de l'exposé de M^{me} Bintou Keita, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Je salue également la participation à cette séance des Représentants permanents de la République démocratique du Congo et du Rwanda auprès de l'ONU à New York.

Depuis plus d'un quart de siècle, les règles élémentaires du droit international, du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme sont peu observées dans l'est de la République démocratique du Congo suite à une situation sécuritaire précaire consécutive à la présence de groupes armés terroristes et de forces négatives.

La paix dans la région des Grands Lacs et en République démocratique du Congo devrait être une urgence absolue au regard des échéances électorales à venir qui exigent le rétablissement de la paix durable dans l'est de la République démocratique du Congo. Pour tenter d'y répondre, la communauté internationale a fourni et consenti des efforts énormes à travers le mandat de la MONUSCO, entre autres, pour rétablir la paix, la sécurité et la stabilité en République démocratique du Congo.

Plusieurs missions ont été envoyées en République démocratique du Congo et, comme les membres du Conseil l'ont certes remarqué lors de leur visite à Kinshasa et à Goma au début du mois de mars, c'est une évidence que les préoccupations sécuritaires subsistent, avec comme conséquence une situation humanitaire qui appelle une action urgente et un résultat.

À cet égard, le déploiement depuis quelques mois de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu aux côtés des forces de la MONUSCO et des Forces armées de

la République démocratique du Congo contribuera considérablement à rétablir la paix et la sécurité, et à ainsi diminuer les terribles souffrances des populations civiles de l'est de la République démocratique du Congo, plus particulièrement les femmes, les enfants et les personnes âgées.

Même si beaucoup de défis restent à relever pour arrêter la continuité des hostilités et des attaques du Mouvement du 23 mars (M23) et pour la mise en œuvre effective des décisions de Luanda et de Nairobi, quelques résultats positifs sont à signaler.

Premièrement, il y a le cycle de Dialogue inter-congolais qui a été initié dans le cadre de la médiation de la Communauté d'Afrique de l'Est et qui devrait se poursuivre avec tout le soutien de la communauté internationale

Deuxièmement, il y a l'annonce qui vient d'être faite du déploiement de 500 militaires angolais en République démocratique du Congo.

Troisièmement, il y a les visites sur le terrain, notamment la visite du Conseil de sécurité de l'ONU et celle du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en République démocratique du Congo, qui ont été très hautement appréciées.

Quatrièmement, il y a la réunion de coordination du mécanisme conjoint pour la mise en œuvre du cessez-le-feu et le retrait du M23 qui s'est tenue le 2 mars sous la présidence de S. E. M. le Président de la République du Burundi et Président en exercice de la CAE.

Enfin cinquièmement, il y a la réunion des chefs d'état-major des forces armées de la CAE, qui s'est tenue du 23 au 24 mars à Bujumbura.

En raison du caractère complémentaire des mandats de la MONUSCO et de la force régionale de la CAE, je voudrais faire ici quelques observations.

Premièrement, il est urgent de réactiver avec fermeté toutes les décisions antérieures prises lors des sommets de Nairobi, Luanda et Bujumbura mais qui n'ont pas encore été respectées.

Deuxièmement, il faudrait veiller à la bonne collaboration des forces régionales, de la MONUSCO et des Forces armées de la République démocratique du Congo avec le nouveau contingent angolais pour éviter plusieurs pôles de commandement.

Troisièmement, il y a une impérieuse nécessité pour l'ONU et pour l'Union africaine d'appuyer

financièrement et logistiquement la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est.

Quatrièmement, il y a un besoin de renforcement du mécanisme de coordination institué par les réunions de Bujumbura entre les chefs d'état-major des armées de la force régionale, auquel participe la MONUSCO.

Cinquièmement, il y a aussi un besoin de renforcement des systèmes de communication et d'information entre toutes les forces se trouvant dans l'est de la République démocratique du Congo.

En conclusion, les agendas politiques prévus à la fin de cette année en République démocratique du Congo militant en faveur d'un soutien substantiel de la force régionale et des mécanismes de coordination, je voudrais réaffirmer l'attachement et le soutien du Burundi et de la CAE aux processus de Nairobi, de Luanda et de

Bujumbura, qui sont complémentaires et indispensables à la réalisation du mandat de la MONUSCO.

Le Président (*parle en anglais*) : Le Conseil est saisi du texte d'une déclaration faite en son nom par la présidence du Conseil sur la question inscrite à l'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui. Je remercie les membres du Conseil de leurs précieuses contributions à cette déclaration.

Conformément à l'accord auquel ils sont parvenus, je considérerai que les membres du Conseil souscrivent à cette déclaration, qui sera publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/PRST/2023/3.

Il n'y a plus d'orateur ou d'oratrice inscrit sur la liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 12 h 15.